



Formation « aides d'Etat »

Session 2

La réglementation des aides d'Etat pour le développement rural

OBJECTIFS et PRIORITES du FEADER

Objectifs art 4 du Rgt. 1305-2013 RDR

- Favoriser la **compétitivité de l'agriculture**
- Garantir une **gestion durable des ressources** naturelles, préserver le climat
- assurer un **développement territorial équilibré** des économies et communautés rurales et la préservation des **emplois**

Priorités art 5 du Rgt. 1305-2013 RDR

- **transfert de connaissance et innovation** dans l'agriculture le secteur forestier et les zones rurales
- Améliorer la **viabilité et la compétitivité des exploitations**
- Promouvoir **l'organisation de la chaîne alimentaire**
- Restaurer **préserv**er les **écosystèmes agricoles et forestier**
- Promouvoir une **gestion efficace des ressources**
- Promouvoir **l'inclusion sociale** et la réduction de la pauvreté et le développement économique

Philosophie: Pourquoi des règles « aides d'Etat » ?

- **Traité de Rome 1957** (Traité CEE -> **TFUE**) Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
- **Instauration du Marché Commun 4 Libertés de circulation**
- Philosophie d'inspiration libérale
- **Économie de marché** -> libre concurrence
- Nécessité de ne pas fausser la loi de l'offre et la demande
 - Soit par des **pratiques entre les entreprises** (ententes, abus de positions dominantes.)
 - Soit par des **aides publiques aux entreprises** – (aides d'Etat)
- **Instauration d'une politique de concurrence – art. 101 à 109 TFUE**
-> Pour encadrer le jeu du marché
- **Article 107.1 : « aides d'Etat » (= aides publiques)**
- Principe: **interdiction** des aides
- Autorisation à titre dérogatoire art 107.3
- L'arbitre: la Commission
 - *autorise les aides où les régimes d'aide*

Quels principes pour les « aides d'Etat » ?

- Les aides sont **exceptionnelles**
- Seront autorisées en **contrepartie** d'un **effort** de l'entreprise
- **Exemples d'efforts et de contreparties admis:**
 - Embauche de travailleurs défavorisés
 - formation
 - R&D innovation
 - Environnement
 - Réponse à une carence du marché (financement, TIC etc.)
- **Aides à l'investissement productif généralement prohibées:**
 - *Sauf pour PME* (249 salariés et soit < 50 M€ de CA soit < 43 M€ bilan)
 - *Sauf pour GE* si l'investissement est en **zone d'aide à finalité régionale**
- Principe de **zonage** aides à l'investissement (zonage AFR)
- **Aides aux entreprises en difficultés généralement interdites**
- **Aides à l'export toujours interdites**

Quand appliquer la réglementation des aides d'Etat ?

DANS LE CADRE DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE: application de règles adaptées

HORS PRODUCTION AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE ON APPLIQUE LA REGLEMENTATION EUROPEENNE DES AIDES D'ETAT SI 5 CRITERES CUMULATIFS DE L'ARTICLE 107.1 SONT REMPLIS:

- 1 – L'aide est allouée à une entreprise :** une entité quelle que soit sa forme juridique qui met sur le marché des biens et services même sans but lucratif (une association une collectivité peut être une entreprise)
- 2 - L'aide est sélective :** octroyée à certaines entreprises, pas automatiquement après une instruction sélective (à la différence des mesures générales ex CIR, CICE, contrats aidés)
- 3 – L'aide est d'origine Publique :** sur des fonds prélevés de façon obligatoire (impôt) et sous le contrôle des pouvoirs publics (à la différence des conventions de revitalisation)
- 4 – L'aide menace de fausser la concurrence :** en apportant un avantage économique à certaines entreprises
- 5 – L'aide affecte les échanges entre Etats membres:** ayant un impact économique potentiel dans les autres pays de l'Union européenne (à la différence des aides au maintien des services à la population en milieu rural)

Les 5 critères des aides d'Etat



1 – LE CRITERE DE L'ENTREPRISE:

- La réglementation ne s'applique qu'aux aides **AUX ENTREPRISES**

DEFINITION DE L'ENTREPRISE: arti. 1 Annexe 1 du REGLEMENT D'EXEMPTION PAR CATEGORIE (RGEC) 17/6/14

toute entité indépendamment de sa forme juridique **qui exerce une activité économique**

- Activité économique** (non définie RGEC) : mise sur le marché de biens et services même sans but lucratif

Entreprises potentielles:

Non citées dans la définition du RGEC mais évidemment concernées:

- Les entreprises commerciales (ex SA SAS SARL EURL SNC SCIC, SCOP, etc.)
- les exploitants agricoles, les coopératives

Citées dans la définition du RGEC:

- les sociétés de personnes, les activités artisanales,
- les activités individuelles, familiales
- les associations potentiellement (si elles exercent régulièrement une activité économique)
- une collectivité locale ou établissement public peut être une « entreprise » s'il exerce une activité éco.*

MAIS: Pas d'activité économique si les entités publiques agissent dans leur qualité d'autorité publique **Cad:**
l'activité constitue une mission qui relève des « **fonctions essentielles de l'Etat** » (*pas de définition précise*)



1 – LE CRITERE DE L'ENTREPRISE (Suite):

Ne sont pas économiques (selon la CJUE) selon le projet de communication sur la notion d'aide d'Etat les activités suivantes:

Armée, Police, sécurité, contrôle aérien, contrôle trafic maritime Surveillance anti-pollution, organisation carcérale, Collecte de données à des fins publiques sur la base d'une obligation légale pour les entreprises concernées de communiquer ces données (ex la gestion du répertoire SIREN)

Valorisation et revitalisation de terrains publics par les autorités publiques.

Une entité publique gérant un registre du commerce car exerçant des activités économiques et non économiques qui ne sont pas dissociables.

Régimes de sécurité sociale non économiques en fonction de l'appréciation des critères suivants:

Principe de solidarité, caractère obligatoire du régime ou non, Objectif social du régime ou non, But non lucratif ou non, contrôle par l'Etat ou non etc.

Les Hôpitaux publics n'ont pas d'activité économique selon la CJUE LORSQUE:

- Ils font partie intégrante d'un service de santé national
- Ils fonctionnent sur le principe de solidarité
- Ils ont des services financés par les cotisations de sécurité sociale
- Leurs services sont gratuits

En France les Hôpitaux publics sont financés via la décision d'exemption SIEG

EDUCATION NATIONALE NON ECONOMIQUE SI:

- l'enseignement public est organisé dans le cadre du système d'éducation nationale supervisé par l'Etat
 - Le système est financé par le budget de l'Etat
 - l'Etat « accomplit sa mission dans le domaine social culturel éducatif envers la population »...
- Même si le service occasionne « le paiement d'une redevance par les parents »

1 – LE CRITERE DE L'ENTREPRISE (Suite): Ne sont pas économiques (selon la CJUE):

INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

Arrêt CJUE ADP 12/12/2000 : exploitation d'un aéroport = **activité économique**

Arrêt Leipzig/Halle de 2000: construction d'une piste d'aéroport exploitée commercialement = **activité économique**

Infrastructures non destinées à une exploitation commerciale -> non soumises aux aides d'Etat:

Voies publiques, ponts, canaux,
mis à disposition du public **gratuitement**

-> le critère non lucratif est ici déterminant..

Infrastructures de contrôle aérien (mais pas les pistes...)

Phares maritimes, infrastructures policières et douanières

Si possibilité de distinction des parties économique et non économique de l'infrastructure – pas d'aide d'Etat sur la partie non économique

Si l'activité économique accessoire (de portée limitée) -> pas d'aide d'Etat

< ou = 20% de la capacité annuelle globale

Ces éléments sont tirés du projet de communication sur la notion d'aide d'Etat

1 – LE CRITERE DE L'ENTREPRISE (Suite): Ne sont pas économiques *(selon CJUE):*

Activités d'université et d'organismes de recherche NON ECONOMIQUES:

Activités de formation en vue de ressources humaines accrues et plus qualifiées

Activités de R&D indépendantes en vue de connaissance plus étendue et d'une meilleure compréhension (?) y compris la recherche et développement en collaboration

Diffusion des résultats de recherche

Transfert de technologie (cession de licence, création de produits dérivés ou d'autres formes de gestion de la connaissance produite par l'organisme de recherche)

Si le transfert est **exécuté en interne** à l'organisme (département/filiale)

Si toutes **recettes générées réinvesties** dans les activités principales des organismes de recherche

1 – LE CRITERE DE L'ENTREPRISE (Suite): Ne sont pas économiques :

- La protection du patrimoine culturel et naturel ->
NON ECONOMIQUES: lorsque qu'elles sont gratuites ou lorsque ces activités ne sont pas essentiellement financées par des ressources commerciales;
- Le développement et la revitalisation des terrains publics par des autorités publiques (même s'ils sont commercialisés);
-> les opérations d'immobilier concernant des bâtiments ne sont pas concernées a priori et restent économiques

Les 5 critères des aides d'Etat

2 - LE CRITERE DE L'AIDE SELECTIVE: Aides soumises à réglementation :

TOUT AVANTAGE conféré à une ou plusieurs entreprise mais pas à toutes les entreprises d'un Etat membre -> l'aide doit avoir un caractère sélectif

A la différence d'une **MESURE GENERALE** non sélective, applicable automatiquement à toutes entreprises, sans critères de sélectivité liés à la taille, le zonage etc.

- EX : *Crédit d'impôt Recherche (CIR)*
- EX: *Crédit d'impôt Compétitivité et Emploi (CICE)*
- Ex : *Contrats aidés*

Aides non soumises à la réglementation des aides d'Etat

LA FORME DES AIDES :

■ **Toutes les formes d'aides sont concernées:** Subvention, bonification, garantie, capital, rabais de prix, mise à disposition moyens, remise de dettes, exonérations, conditions préférentielles, déclaration de ministres, avances remboursables et prêts à taux inférieurs aux marché, remises de pénalités (SNCF) etc...

■ **Même sans transfert financier**, qu'elles soient directes ou indirectes

Les 5 critères des aides d'Etat

3 - LE CRITERE DU CARACTERE PUBLIC DES AIDES:

- Les aides concernées par la réglementation ont **une origine publique**:
- Fonds prélevés par un impôt ou une taxe obligatoire
- Sous le contrôle d'une collectivité publique
- Etat, collectivités locales, CDC, BPI, Agences, CCI, FEDER, FSE, FEADER, FEAMP, ADEME...
- Même si l'aide est octroyée par une **Société anonyme** (ex: SEM, ex: certaines SA société de Capital investissement)

- **En cas de mélange de fonds publics et privés dans une structure (ex CCI)**
 - Une comptabilité séparée (ou analytique) pour distinguer l'origine des fonds

- **SONT CONSIDERES COMME FONDS PRIVES (ou non publics)**
- les conventions de revitalisation = fonds privés
- les fonds programmes européens directement gérés par les institutions européennes = aides non gérées par l'Etat
- Les fonds des interprofessions en matière agricole = fonds privés
- Les fondations = fonds privés

Les 5 critères des aides d'Etat



4 – LE CRITERE DE L'ATTEINTE POTENTIELLE A LA CONCURRENCE:

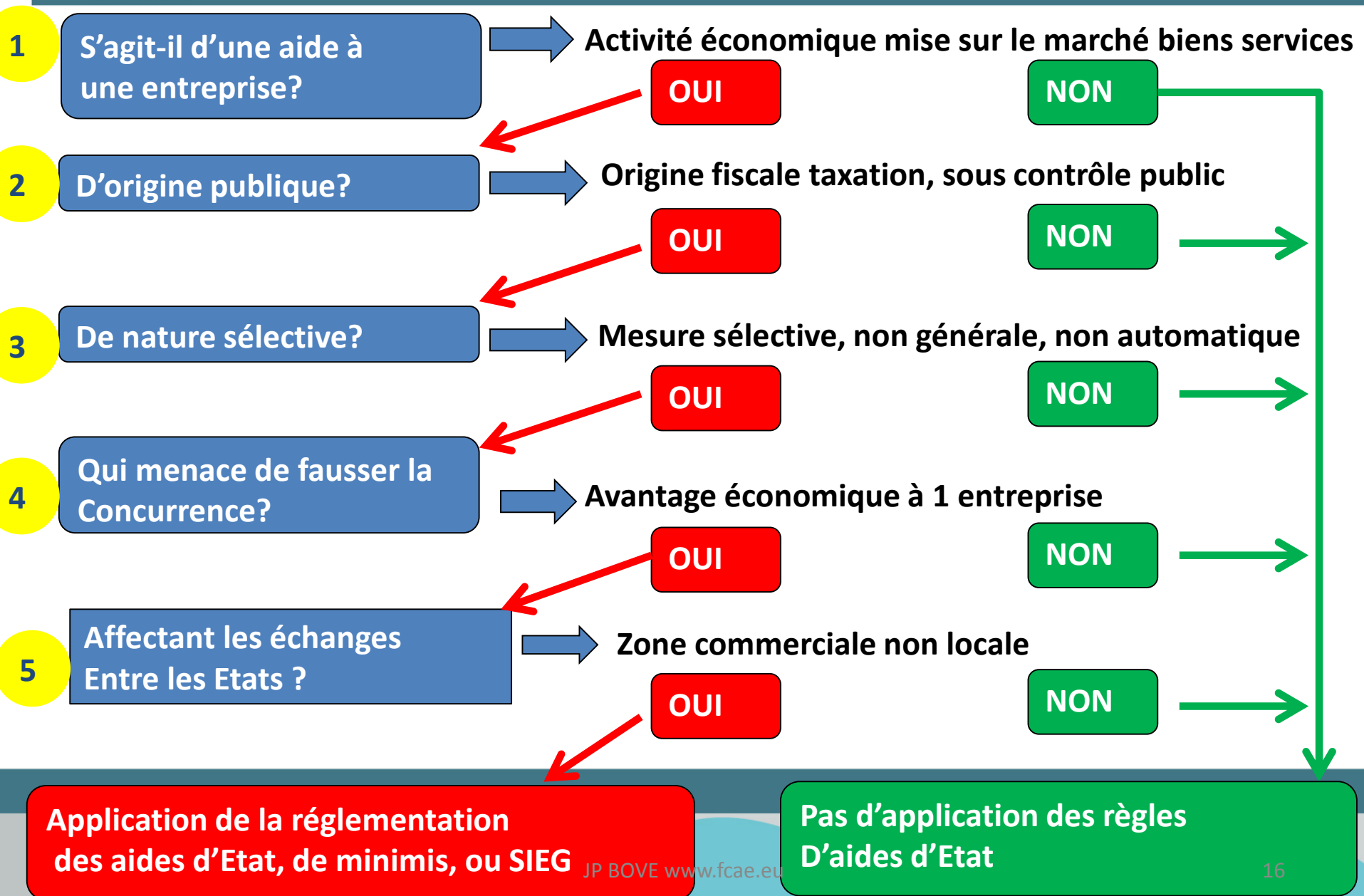
- La réglementation s'applique si l'aide apporte un avantage à une entreprise, que ses concurrents n'auraient pas
- **Avantage économique** : il faut comparer la situation de l'entreprise avant et après la mesure d'aide, afin de voir si sa situation financière est susceptible d'être améliorée (CJUE 2/7/74 affaire 173/73 Italie/Commission).
- L'avantage peut n'être qu'indirect (CJUE C156/98 19/9/2000 Allemagne/Commission)
- L'avantage rompt le jeu du marché, fausse la loi de l'offre et de la demande
- Il permet à l'entreprise d'avoir des conditions commerciales meilleures
- même si l'avantage n'est pas constaté formellement et que ce n'est que potentiel ; même si l'entreprise peut refuser l'avantage (Décision 2004/339/CE du 15/10/2003 Rai SpA)
- **EN PRATIQUE**: une aide apporte presque toujours un avantage économique à une entreprise (c'est sa vocation) **SAUF**
 - Les interventions aux conditions du marché (prêt, capital, garantie, prix de vente, prix de location etc.)

5° Critère: l'affectation des échanges entre Etats membres



- La réglementation s'applique s'il y a affectation des échanges entre les Etats
- Souvent réalisée en pratique
- **Mais les aides aux activités purement locales échappent à la réglementation aides d'Etat**
- **Ex:** zone commerciale limitée au territoire; petit commerce de proximité;
- **Ex:** Aides des collectivités locales au maintien de services à la population en milieu rural
- **Ex:** Les hôpitaux en Irlande
- **Ex:** Une piscine en Allemagne
- **Ex:** Les musées en Sardaigne
- **Ex:** Un centre des congrès sur une île en Suède
- **Ex:** Une maison de santé en Allemagne proche de la frontière
- **Ex:** Un centre d'aide aux PME et créateurs d'entreprise
- Etc.

Les étapes du raisonnement



Les spécificités des aides d'Etat dans le **secteur agricole**

SECTEUR AGRICOLE

- Pour les **producteurs primaires** de produits agricoles (**annexe I TFUE**) et **Agroalimentaire produits finis** Annexe 1
- Principe interventionniste
- Soutenir la PAC et les agriculteurs
- Compétence du Parlement et Conseil des ministres
- Commission encadrée par les Etats

DG AGRI

PRODUITS ANNEXE 1 du TFUE

Art
42

SECTEUR NON AGRICOLE

- Pour toutes les autres activités
- Principe non interventionniste
- interdiction des aides, autorisation par dérogation
- Limiter les aides au minimum
- Compétence: Conseil mais presque jamais utilisée
- **Compétence absolue de la Commission**
- Aucun pouvoir des Etats

DG AGRI (forêt)

DG COMP

PRODUITS HORS ANNEXE 1

HORS
Art 42

Les spécificités des aides d'Etat dans le **secteur agricole**

Articles 38 à 44 du Traité -> la politique agricole commune (PAC)

Art
42

Article 38: définition **produits agricoles et pêche**, production et première transformation; **renvoi à l'annexe 1 du TFUE**

Article 42: application des règles de concurrence **adaptée** au secteur, par des règlements du Conseil et du parlement

Articles **107** à 109 -> la politique de concurrence des « aides d'Etat

HORS
Art 42

Article 107: principe d'**interdiction** des aides d'Etat et autorisation par exception

Article 108: règles de procédure; obligation de notification

-> la production agricole bénéficie de règles de concurrence très adaptées et particulièrement favorables par rapport aux autres secteurs d'activité:

- **pas de limitation d'aide liée à la taille de l'entreprise**
- **pas de limitation d'aide liée à la zone de localisation**
- **des taux d'aide très élevés: 40% pour l'investissement**

Définition du secteur agricole

Définition: Art 38 TFUE (ex 32)

Article 38
(ex-article 32 TCE)

Art
42

1. L'Union définit et met en œuvre une politique commune de l'agriculture et de la pêche.

Le marché intérieur s'étend à l'agriculture, à la pêche et au commerce des produits agricoles. Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits. Les références à la politique agricole commune ou à l'agriculture et l'utilisation du terme «agricole» s'entendent comme visant aussi la pêche, eu égard aux caractéristiques particulières de ce secteur.

2. Sauf dispositions contraires des articles 39 à 44 inclus, les règles prévues pour l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur sont applicables aux produits agricoles.

3. Les produits qui sont soumis aux dispositions des articles 39 à 44 inclus sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe I.

4. Le fonctionnement et le développement du marché intérieur pour les produits agricoles doivent s'accompagner de l'établissement d'une politique agricole commune.

-> Le secteur concerne la production primaire et la commercialisation transformation de produits finis agricoles listés à l'annexe 1 TFUE

ANNEXE 1 TFUE



| | |
|-------------|---|
| Chapitre 1 | Animaux vivants |
| Chapitre 2 | Viandes et abats comestibles |
| Chapitre 3 | Poissons, crustacés et mollusques |
| Chapitre 4 | Lait et produits de la laiterie; œufs d'oiseaux; miel naturel |
| Chapitre 5 | |
| 05.04 | Boyaux, vessies et estomacs d'animaux, entiers ou en morceaux, autres que ceux de poissons |
| 05.15 | Produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs; animaux morts des chapitres 1 ou 3, impropres à la consommation humaine |
| Chapitre 6 | Plantes vivantes et produits de la floriculture |
| Chapitre 7 | Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires |
| Chapitre 8 | Fruits comestibles; écorces d'agrumes et de melons |
| Chapitre 9 | Café, thé et épices, à l'exclusion du maté (n 09.03) |
| Chapitre 10 | Céréales |
| Chapitre 11 | Produits de la minoterie; malt; amidons et féculés; gluten; inuline |
| Chapitre 12 | Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles et médicinales; pailles et fourrages |
| Chapitre 13 | |
| ex 13.03 | Pectine |
| Chapitre 15 | |
| 15.01 | Saindoux et autres graisses de porc pressées ou fondues; graisse de volailles pressée ou fondue |
| 15.02 | Suifs (des espèces bovine, ovine et caprine) bruts ou fondus, y compris les suifs dits «premiers jus» |
| 15.03 | Stéarine solaire; oléo-stéarine; huile de saindoux et oléo-margarine non émulsionnée, sans mélange ni aucune préparation |
| 15.04 | Graisses et huiles de poissons et de mammifères marins même raffinées |
| 15.07 | Huiles végétales fixes, fluides ou concrètes, brutes, épurées ou raffinées |
| 15.12 | Graisses et huiles animales ou végétales hydrogénées, même raffinées mais non préparées |

| | |
|--------------|--|
| 15.13 | Margarine, simili-saindoux et autres graisses alimentaires préparées |
| 15.17 | Résidus provenant du traitement des corps gras ou de cires animales ou végétales |
| Chapitre 16 | Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques |
| Chapitre 17 | |
| 17.01 | Sucres de betterave et de canne, à l'état solide |
| 17.02 | Autres sucres; sirops; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel; sucres et mélasses caramélisés |
| 17.03 | Mélasses, même décolorées |
| 17.05 (*) | Sucres, sirops et mélasses aromatisés ou additionnés de colorants (y compris le sucre vanillé ou vanilliné), à l'exception des jus de fruits additionnés de sucre en toutes proportions |
| Chapitre 18 | |
| 18.01 | Cacao en fèves et brisures de fèves, brutes ou torréfiées |
| 18.02 | Coques, pelures, pellicules et déchets de cacao |
| Chapitre 20 | Préparations de légumes, de plantes potagères, de fruits et d'autres plantes ou parties de plantes |
| Chapitre 22 | |
| 22.04 | Moûts de raisins partiellement fermentés, même mutés autrement qu'à l'alcool |
| 22.05 | Vins de raisins frais; moûts de raisins frais mutés à l'alcool (y compris les mistelles) |
| 22.07 | Cidre, poiré, hydromel et autres boissons fermentées |
| ex 22.08 (*) | Alcool éthylique, dénaturé ou non, de tous titres, et obtenu à partir de produits agricoles figurant à l'annexe I, à l'exclusion des eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses, préparations alcooliques composées (dites «extraits concentrés») pour la fabrication de boissons |
| ex 22.09 (*) | |
| 22.10 (*) | Vinaigres comestibles et leurs succédanés comestibles |
| Chapitre 23 | Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux |
| Chapitre 24 | |
| 24.01 | Tabacs bruts ou non fabriqués; déchets de tabac |
| Chapitre 45 | |
| 45.01 | Liège naturel brut et déchets de liège; liège concassé, granulé ou pulvérisé |

Annexe 1 TFUE (3)

| | |
|-------------|---|
| Chapitre 54 | |
| 54.01 | Lin brut, roui, teillé, peigné, ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés) |
| Chapitre 57 | |
| 57.01 | Chanvre (<i>Cannabis sativa</i>) brut, roui, teillé, peigné ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés) |

(*) Position ajoutée par l'article 1^{er} du règlement n° 7 bis du Conseil de la Communauté économique européenne, du 18 décembre 1959 (JO n° 7 du 30.1.1961, p. 71/61).

SONT CLASSES HORS ANNEXE 1

- Chocolat
- Pain et viennoiseries
- Sel



SONT CLASSES EN ANNEXE 1 :

- Cacao
- Farine
- Poivre
- Algues (dont spiruline)
- Salade de fruits
- Boudin Antillais ...



En cas d'incertitude sur l'appartenance à l'annexe 1 du TFUE:

- > Se référer à la nomenclature des produits douaniers
- > Contacter les services du Ministère de l'agriculture

NB: l'agro-alimentaire (IAA) fait l'objet d'un traitement particulier

Spécificités du **secteur agricole**



- **L'article 42 TFUE** *Article 42*
(ex-article 36 TCE)

Les dispositions du chapitre relatif aux règles de concurrence ne sont applicables à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par le Parlement européen et le Conseil dans le cadre des dispositions et conformément à la procédure prévues à l'article 43, paragraphe 2, compte tenu des objectifs énoncés à l'article 39.

Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut autoriser l'octroi d'aides:

- a) pour la protection des exploitations défavorisées par des conditions structurelles ou naturelles,
- b) dans le cadre de programmes de développement économique.

-> **application « adaptée » des règles de concurrence dans le secteur agricole**

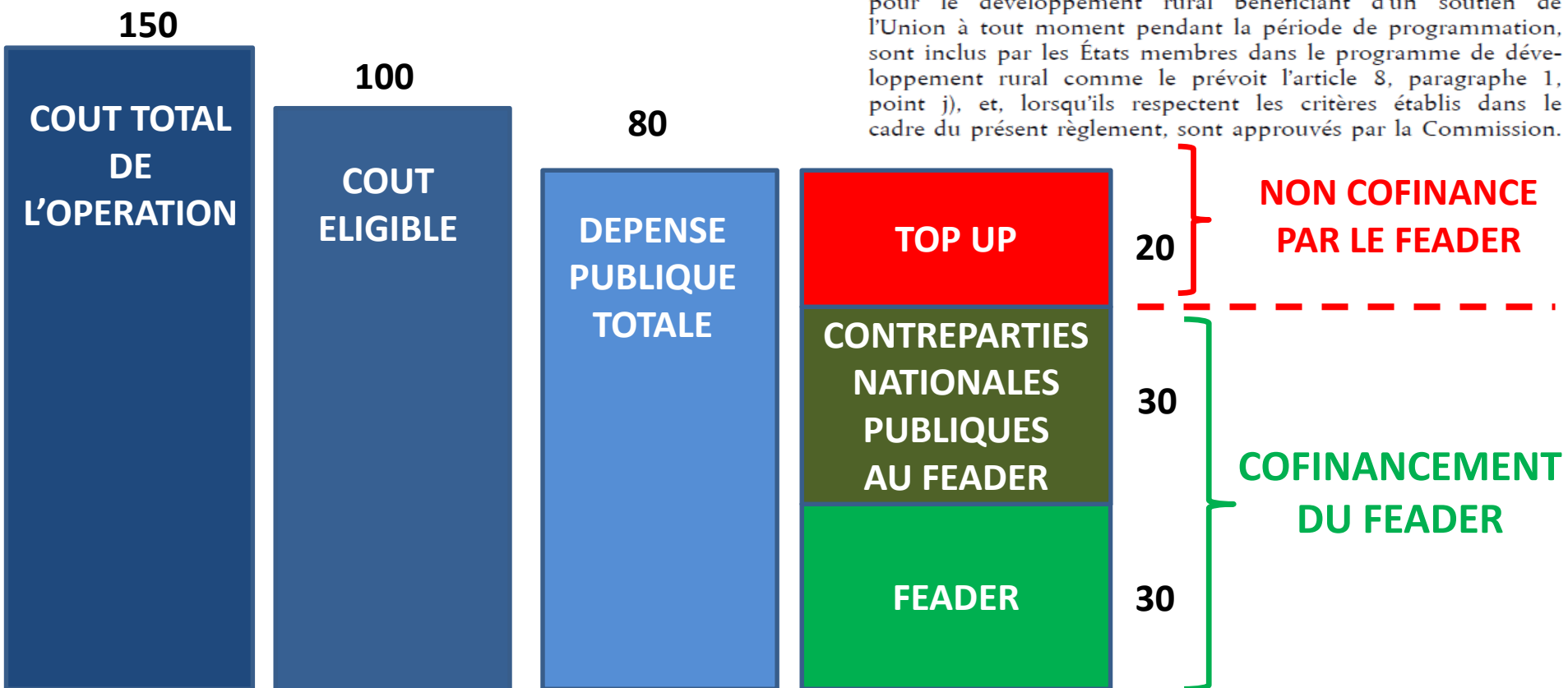
Spécificités du FEADER et du RDR

Article 82

Le principe du cofinancement pour le Feader Et la création du « top up »

Financement national complémentaire

Les paiements effectués par les États membres, en ce qui concerne des opérations relevant du champ d'application de l'article 42 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et destinés à fournir un financement supplémentaire pour le développement rural bénéficiant d'un soutien de l'Union à tout moment pendant la période de programmation, sont inclus par les États membres dans le programme de développement rural comme le prévoit l'article 8, paragraphe 1, point j), et, lorsqu'ils respectent les critères établis dans le cadre du présent règlement, sont approuvés par la Commission.



Spécificités du FEADER et du RDR (2)

Article 81

Art
42

Aides d'État

-> Application des
règles Aides d'Etat
sauf dispositions
Contraires...

Article 81 du RDR

1. Sauf dispositions contraires du présent titre, les articles 107 à 109 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne s'appliquent au soutien en faveur du développement rural accordé par les États membres.

Dans le champ de
L'article 42 l'art 107
ne s'applique pas
donc pas besoin de
régime d'aide ni de
règlement de
minimis y compris
pour le Top up

2. Les articles 107 à 109 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ne s'appliquent pas aux paiements effectués par les États membres, en application du présent règlement et en conformité avec ses dispositions, ni au financement national complémentaire visé à l'article 82, dans le cadre du champ d'application de l'article 42 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Spécificités du FEADER et du RDR (3)

Lors de la validation des mesures du PDRR par la Commission

Une souplesse considérable permet de ne pas avoir à notifier ni exempter les aides dans l'article 42:

1°) Pour les aides aux activités relevant de l'ARTICLE 42 :

Art
42

POUR LA PARTIE COFINANCEE (Feader + contreparties nationales dans le cofinancement)

-> le PDRR n'est pas soumis aux aides d'Etat -> *pas besoin de régime d'aide ni de de minimis*

- POUR LA PARTIE « TOP UP » (financement supplémentaire au Feader):
-> Le PDRR n'est pas soumis aux aides d'Etat -> *pas besoin de régime d'aide ni de de minimis*
- Pour le cas du TOP UP « pur »: (pas de financement de Feader au dossier)

La commission considère qu'il est possible de financer certains dossiers d'un type d'opération uniquement en crédit nationaux (top up pur) mais il faut un soutien FEADER minimum de 20% au niveau de la mesure

2°) HORS ARTICLE 42 (en top up et hors top up):

-> Le PDRR NE VAUT PAS NOTIFICATION

Donc nécessité d'appliquer un régime d'aide notifié ou exempté ou le règlement « de-minimis » général

HORS
Art 42

Spécificités du FEADER et du RDR (4)

Quid du top up pur?

| RD payments | | | | |
|-------------|------------------------------|------------------------------|---|--------------------------|
| | EU co-financed part | MS co-financed part | additional MS funding (top-up) | Pure national financing |
| Art. 42 | SA rules do not apply | SA rules do not apply | SA rules do not apply <small>*but should comply with RDR conditions -> if not risk of unlawful and potentially incompatible State aid -> risk of recovery</small> | SA rules do apply |
| HORS Art 42 | SA rules do apply | SA rules do apply | SA rules do apply | SA rules do apply |

Interprétation de la DG ARG1:
Application des règles aides d'Etat

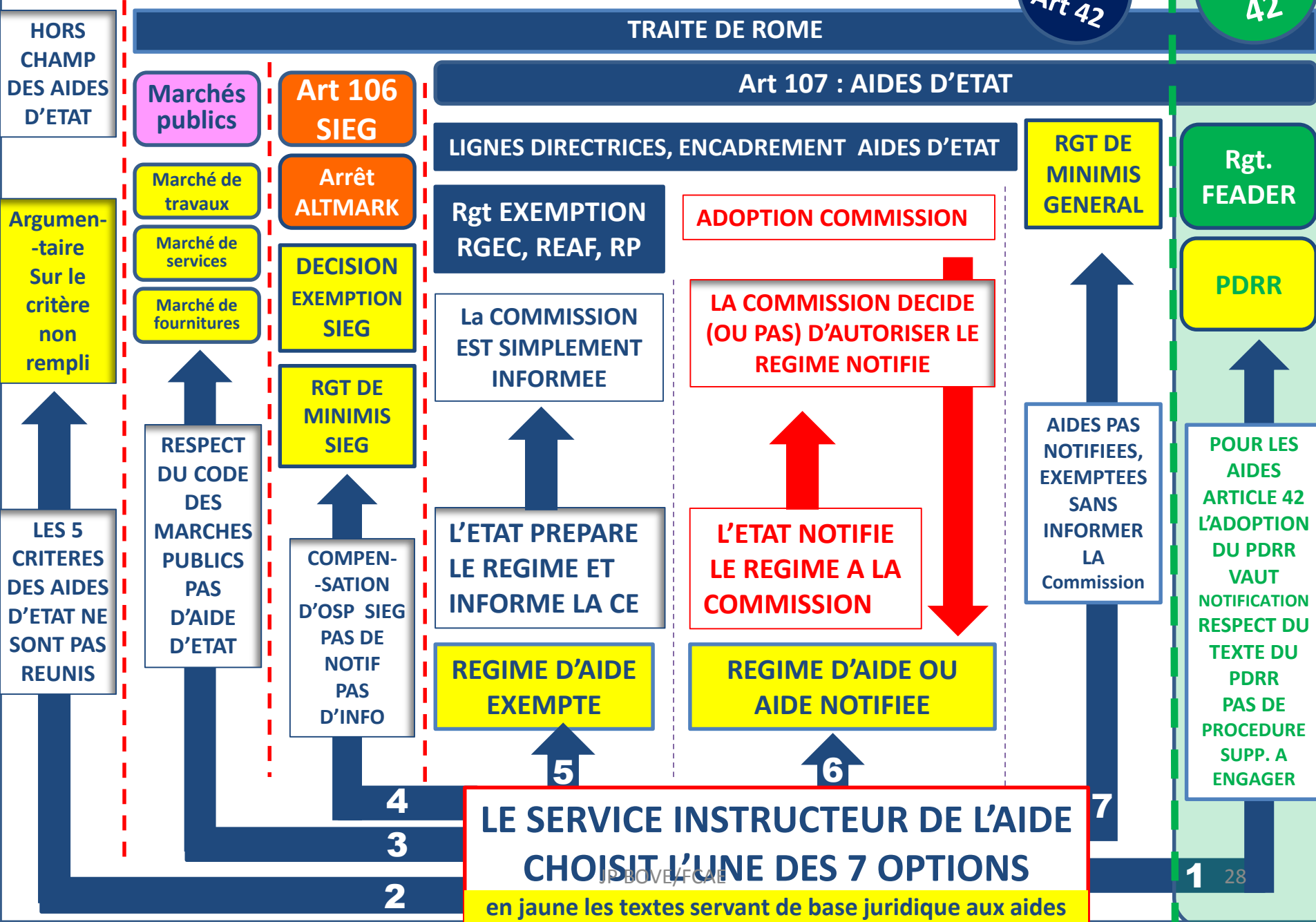
Interprétation donnée par la Commission:

Si une région ouvre un dispositif dans le PDR sur lequel elle mobilise un minimum de 20% de Feader et qu'elle insère un seuil plancher au-dessous duquel les dossiers n'appellent pas de cofinancement FEADER, il n'y a pas besoin de rattacher les dossiers qui ne bénéficient pas de cofinancement à un régime d'aide d'Etat.

RECAPITULATIF DES 7 SITUATIONS POSSIBLES

HORS
Art 42

Art
42



Où trouver les textes de référence?

Les règles 2014 – 2020 sur **le site internet unique** L'EUROPE EN FRANCE dédié à la réglementation des aides d'Etat

▫ <http://www.europe-en-france.gouv.fr/Centre-de-ressources/Aides-d-etat>

- Sur le site internet Commission:

- http://ec.europa.eu/competition/state_aid/modernisation/index_en.html

- Site de la DG Comp (Direction Générale de la concurrence de la Commission)

- Sur le site du MDOM :

- <http://www.outre-mer.gouv.fr/?croissance-et-l-emploi-simplification-de-l-octroi-des-aides-d-Etat.html>

- Sur les autres sites internet

- Ministère de l'agriculture:

- <http://agriculture.gouv.fr/regimes-d-aides-d-etat-projets-de>

Les règles 2007-2013 sur le site internet l'Europe en France

- <http://www.europe-en-france.gouv.fr/Centre-de-ressources/Aides-d-etat>

Exemples de distinction entre les règles aides d'Etat et FESI



Exemples de règles aides d'Etat

- Obligation de respecter la **règle d'incitativité** (dans la plupart des régimes d'aide)
- Obligation de respecter les **règles d'éligibilité des régimes d'aide** (lorsqu'ils sont utilisés)
- Obligation de vérifier le **taux d'intensité des aides publiques** du régime utilisé
- Obligation d'avoir des **pièces justificatives claires, spécifiques et actualisées** (sauf except°)
- Obligation de **déclaration des aides de minimis** (si le Rgt de minimis est utilisé) à l'entreprise
- Si AFR/PME **obligation de maintien des emplois et investissements** 3 ou 5 ans (PME/GE)
- Si AFR **limitation des aides au zonage AFR** sur une partie du territoire régional
- **Pas d'obligation de déduction des recettes** sauf certaines régimes (infrastructures, SIEG)
- **Obligation de notification des grands projets DG COMP** au delà des seuils de notification du régime
- **Etc.**

Exemples de règles fonds structurels

- ➔ **Eligibilité des dépenses rétroactives** sous conditions au 1/1/2014
- ➔ Obligation de respect des **règles d'éligibilité du PO** ou du DOMO
- ➔ Obligation de vérifier les **taux de cofinancement FESI** prévus (dans la maquette de l'axe du PO)
- ➔ Possibilité de recourir à des **coûts forfaitaires** pour justifier les dépenses de fonctionnement
- ➔ **Obligation d'information et publicité** du financement FESI au porteur de projet
- ➔ **Obligation de pérennité de l'opération** (5 ans ou 3 ans pour les PME)
- ➔ **Pas de limitation de zonage a priori** éligibilité de l'ensemble de la région (ou du territoire CTE)
- ➔ **Obligation de déduction des recettes pour les GE** hors « de minimis » et si dépenses > 1 M€
- ➔ Obligation de **procédure de grand projet FEDER** au delà de 50 ou 75 M€
- Obligation que les dépenses soient dans la période d'éligibilité du PO. **Etc.**



Quels points de vigilance sur un dossier d'aide hors article 42

Le choix du régime d'aide

Le respect des règles d'incitativité

Les déclarations sur l'honneur de l'entreprise

- Sur la taille de l'entreprise
- Sur la notion d'entreprise en difficulté
- Sur les aides publiques obtenues ou sollicitées

Les secteurs exclus

Les seuils de notification des grands projets

La définition de l'assiette éligible

Le taux d'aide et le calcul d'équivalent subvention

Les cumuls d'aide

La preuve de la réalisation du projet pour le paiement

Publication de certaines information sur internet

Comment appliquer les règles?

- LORSQUE LES 5 CRITERES SONT REMPLIS
- -> ON APPLIQUE LES REGLES EN MATIERE D'AIDES D'ETAT
- 2 SYSTEMES SONT POSSIBLES:

1) LA NOTIFICATION DES AIDES A LA COMMISSION EUROPEENNE:

- Notification **individuelle** d'une aide à une entreprise
- Ou
- Notification d'un **régime** d'aide

2) L'EXEMPTION DE NOTIFICATION DES AIDES :

- **EXEMPTION AVEC INFORMATION** à la Commission basée sur :
 - Le RGEC n°651-2014 - Règlement Général d'Exemption par Catégorie
 - Le REAF n°702-2014 – Règlement d'Exemption **Agricole, forêt et zones rurales**
 - Le REP n°1388-2014 – Règlement d'Exemption **Pêche**
- **EXEMPTION SANS INFORMATION** à la Commission basée sur 1 règt. « de minimis »
 - Règlement sur les aides « **de minimis** » **général** n°1407-2014
 - Règlement sur les aides « **de minimis** » **agricole** n°1408-2014
 - Règlement sur les aides « **de minimis** » **pêche** n°717-2014
 - Règlement sur les aides « **de minimis** » **SIEG** n°360-2012

Décision d'exemption SIEG 20/12/11 Service d'intérêt économique général

Les différents textes applicables et utilisables comme base juridique

1) Le PDRR: mesures/types d'opérations relevant de l'art 42
-> *Ne nécessite pas de régime d'aide dans le champ art 42*

2) Le REAF n° 702-2014 hors art 42 à utiliser pour la FORET

-> *Nécessite un régime d'aide exempté (des autorités de gestion)*
-> *3 régimes cadres exemptés « forêt » du Ministère de l'Agriculture*

3) Les lignes directrices agricoles du 1/7/14 hors art 42

-> *Nécessite toujours une procédure de notification (longue et complexe)*
-> *3 régimes cadres forêt, services de base, coopération*

4) Le Règlement de minimis général n°1407-2013 à utiliser hors art 42

-> *Ne nécessite pas de régime d'aide ni de notification*

5) Les régimes d'aide du RGE n°651-2014 (hors art 42)

Régime AFR

Régime d'aide aux PME

Régime d'aide RDI

Régime d'aide environnement

Régime d'aide formation,

Régime d'aide infrastructures locales, sport, culture,

Art 42

HORS Art 42

HORS Art 42

HORS Art 42

HORS Art 42

HORS Art 42

Bases
juridiques
utilisables

Présentation des mesures du RDR et leur rattachement à l'article 42

Mesures individuelles:

mixte

1) Transfert de connaissance / actions d'information (art 14 du RDR n°1305/13)

2) Services de conseil et assistance à la gestion: (art 15)

3) Système de qualité (produits et denrées alim.) (art 16)

4) Investissements (art. 17)

4.1 exploitations agricoles

4.2 agroalimentaire

4.3 infrastructures

4.4 investissements non productifs

5) Catastrophes naturelles : (art.18)

6) Développement des exploitations et entreprises (art.19)

6.1 Jeunes agriculteurs

6.2 démarrage entreprises non agricoles

6.3 développement des petites exploitations

6.4 diversification non agricole

Art
42

7) Services de base et rénovation des villages en ZR (art.20)

Établissement de plans de développement (Y/C Natura 2000)

Investissements dans les petites infrastructures rurales (y/c environnement)

Infrastructures en haut débit

Services de base à la population

Infrastructures récréatives et touristiques (signalisation)

Restauration du patrimoine culturel et des paysages ruraux

Délocalisation d'activités , reconversion de bâtiments

HORS
Art 42

Les mesures du RDR utilisables si elles sont reprises dans le PDRR (2)

Mesures individuelles (suite)

8) Investissements dans les zones forestières (art.21)

Boisement et création de surfaces boisées (art 22)

- Mise en place de systèmes agro-forestiers (art 23)

Prévention et réparation des dommages, incendies des forêts (Art 24)

Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts (environnement) (art 25)

Nouvelles techniques forestières & transformation commercialisation (art 26)

HORS
Art 42

mixte

9) Mise en place de groupements et d'organisation de producteurs; (art 27)

10) Agroenvironnement (art 28)

11) Agriculture biologique (art 29)

12) Paiements au titre Natura 2000 et directive Eau (art 30)

13) Paiements aux zones sous contraintes naturelles (montagne ICHN) (art 31)

Art
42

Les mesures du RDR utilisables si elles sont reprises dans le PDRR (3)

Art
42

14) Bien-être des animaux (art 33) non actuellement ouverte dans les PDR

HORS
Art 42

15) Services forestiers, environnementaux, climatiques, conservation des forêts (art 34)

16) Mesures de coopération (art 35)

- Pôles, réseaux, filières, aide à la mise en place de Groupes Opérationnels et des PEI
- Partenariat européen PEI

17) Gestion des risques : (art 36 à 38)

mixte

• LEADER

- 19.1 aides préparatoires
- 19.2 aides à la mise en œuvre DLAL (développement local mené par les acteurs locaux)
- 19.3 préparation exécution coopération du GAL
- 19.4 frais de fonctionnement et animation

Les aides du REAF n°702/2014

Art
42

HORS
Art 42

Aide à la RDI dans le secteur agricole et forestier (art 31)

100% d'aide mais publication du lancement et des résultats de la RDI, avec dates de publication et adresse - Obligation que l'information concerne également les autres entreprises du secteur concerné;

Les aides doivent être octroyées à l'organisme de R&D pas à l'agriculteur

Coûts: frais personnel, matériels, instruments, bâtiments, terrains, recherche contractuelle, frais généraux, au prorata de leur amortissement pendant la durée de leur utilisation pour le projet de R&D

REGIME CADRE EXEMPTÉ NATIONAL MIS EN PLACE

Nb:

-> le REAF rend difficile la rédaction de régimes cadres nationaux car il faut que chaque régime:

- **Soit** conforme au contenu du REAF
- **Et soit** exactement identique au contenu de la mesure du PDRR

-> On utilise donc plutôt le REAF pour préparer des régimes d'aide régionaux dans le secteur de la forêt

mixte

Les mesures d'aide du REAF (702/2014)

**HORS
Art 42**

Mesures FORESTIERES cofinancées **FEADER**:

*NB: Le régime
exempté doit être
la reprise du
contenu du PDRR*

Boisement ou création surfaces boisées (art 32)

Boisement et reboisement terres agricoles et non agricoles
100% des coûts admissibles

Aide aux systèmes agroforestiers (art 33)

plantation, stockage, étude des sols, protection, sarclage, arrosage, traitements, taille, replantation, protection, coupes etc.

80% pour l'investissement et les coûts de mise en place

100% de la prime annuelle par ha pour les coûts d'entretien

Aide à la prévention et restauration des forêts en cas de calamités (art 34)

Aide jusqu'à **100 %** de la mise en place d'infra de protection, zones de points d'eau, d'atterrissage, entretien des coupes feux, prévention contre incendie, reconstitution du potentiel forestier brûlé, lutte contre les maladies, prévention des nuisibles etc. Pour exploitations de certaine taille (fixée PDR) présenter plan de gestion

NB: Le REAF peut comporter des règles plus restrictives que le RDR

Les mesures d'aide du REAF (702/2014)

HORS
Art 42

NB: Le régime
exempté doit être
la reprise du
contenu du PDRR

Mesures FORESTIERES cofinancées FEADER:

22) Amélioration de la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers (art 35)

Engagements environnementaux, pour fournir des services écosystémiques ou renforcer l'utilité publique des forêts, ou d'atténuer les changements climatiques

100% des coûts de construction, d'acquisition, matériel, frais généraux, pour la mise en place des plans de gestion des forêts

23) Aides aux désavantages des zones Natura 2000 en forêt (art 36)

Pour les exploitants privés des zones forestières Natura 2000

Manque de rentabilité, impossibilité d'exploitation mécanique

500 €/ Ha par an sur les **5 premières années**, puis **200** € les années suivantes

Les mesures d'aide du REAF (702/2014)

HORS
Art 42

*NB: Le régime
exempté doit être
la reprise du
contenu du PDRR*

Mesures FORESTIERES cofinancées par le FEADER:

Services environnementaux et climatiques en forêt et conservation des forêts (art 37)

200 €/ha/an uniquement pour les **exploitants privés** prenant des engagements dépassement de normes pris pour 5 ans à 7 ans; Pour couvrir jusqu'à **100%** des surcoûts ou pertes de revenus des dépassement normes

Transfert de connaissances dans le secteur forestier (art 38) REGIME CADRE EXEMPTÉ NATIONAL EXISTANT

100% d'aide de formation, acquisition de compétence, ateliers etc., prestation de services, et parfois pour de l'investissement en cas de projet de démonstration; frais de voyage, etc.

Aide versée au prestataire et pas à l'exploitant

Aide au conseil dans le secteur de la forêt, dégressive (art 39) REGIME CADRE EXEMPTÉ NATIONAL EXISTANT

1500 € d'aide **par conseil** aux exploitants forestiers;

Versé au prestataire et non à l'exploitant

Investissement dans les infrastructures forestières (art 40)

40% d'aide pour les **investissements productifs** (+ dans les autres DOM) pour l'accès, le remembrement, la fourniture d'énergie et d'eau; (ALORS QUE LE TAUX RDR EST DE 80%)

100% des investissements s'ils ne sont pas productifs

Investissements nouvelles techniques forestières dans le secteur forêt et transformation (art 41)

40% (75% en zone AFR A) d'aide selon les cas – aide à l'investissement productif

Conservation ressources génétiques dans le secteur forestier: (art 42) Pas actuellement ouvert dans les PDR

100% des coûts de conservation, promotion, caractérisation, collecte des données

Aides au remembrement sylvicole (art 43) : 100 % des frais administratifs des PME (43)

Les mesures d'aide du REAF (702/2014)

HORS
Art 42

*NB: Le régime
exempté doit être
la reprise du
contenu du PDRR*

Mesures FEADER en zone rurales:

-> taux identiques aux taux du RGEC donc peu utiles

- Aides au conseil aux **PME** en zones rurales
- Aide au transfert de connaissances en zone rurale pour les PME
- Aide à la promotion et l'information dans le secteur du coton et des denrées alimentaires
- Aides à la participation à des systèmes de qualité des denrées alimentaires (non prévu par le RGEC)

Les notifications de régime d'aide sur les **LDAF** du 1/7/14



Pour les régimes cadres notifiés :

SA 41595- Partie A – Régime-cadre « Aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique » - Entré en vigueur le 12 août 2016

SA 44092 : « Aides à la défense des forêts contre l'incendie et à la restauration des terrains en montagne » - Entré en vigueur le 22/06/2016

Pour les régimes cadres en lien avec le PDR :

SA.41595 « Partie B – Régime-cadre « Aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique » - Entré en vigueur le 12 août 2016

SA.43783 « Aides aux services de base et à la rénovation des villages dans les zones rurales » - Entré en vigueur le 25 mai 2016- *mais exclusion des aides aux économies d'énergie, ENR et infrastructures de TIC*

SA 45285 « Aides en faveur de la coopération dans le secteur forestier et dans les zones rurales » Entré en vigueur le 16 septembre 2016

Autres régimes :

SA 45615 « Indemnisation des opérateurs du maillon sélection-accoupage de la filière avicole impactés par l'influenza aviaire (1ère pj) » - Entré en vigueur le 3 août 2016

SA. 43200 « Aides aux contributions financières des fonds de mutualisation » - Entré en vigueur le 7 janvier 2016

Projet de régime d'aide relatif au taux réduit et au remboursement partiel de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (**TICPE**) (PDF, 56.41 Ko)

Les catégories d'aide de droit commun (hors art 42)



| | INVESTISSEMENT PRODUCTIF | | INVESTIS. IMMATERIEL | | R & D & I | INGENIERIE FINANCIERE FINANCEMENT DES RISQUES | | ENVIRONNEMENT ENERGIE | FORMATION |
|-------------|---|----------|----------------------|---------------------------|--|--|-------------------|----------------------------------|-----------------------|
| | AFR | PME | CONSEIL | FOIRES | | FINANCEMENT RISQUES | JEUNES POUSSES | | |
| ZONAGE | oui | non | non | non | non | non | non | non | non |
| ASSIETTE | batiments terrains Machines OU coût salarial embauches | | Etudes | coûts de participation | batiments terrains machines emplois | aucune | acune | investissement fonctionnement | coûts de formation |
| ENTREPRISES | GE, PME | PME | PME | PME | GE, PME | PME | PE | GE PME | GE PME |
| TAUX | 10 à 90% | 10 à 20% | 50% | 50% | 25 à 100% | 15 M€ | 1 à 8 M€ | 10 à 80% | 50 à 70% |

| | EMPLOI PUBLICS DEFAVORISES | FONCTIONNEMENT EN ZONE AFR | RESEAUX HAUT DEBIT | CALAMITES NATURELLES | CULTURE PATRIMOINE INFRA SPORTIVES | INFRASTRUCTURES LOCALES | AIDE DE MINIMIS | FINANCEMENT DES SIEG | ENTREPRISES EN DIFFICULTE |
|-------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|---|----------------------------|--------------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| ZONAGE | non | oui | non | oui | non | non | non | non | non |
| ASSIETTE | coût des embauches | fonctionnement | coûts de déploiement | investissements pertes fonctionnement | investissement fonctionnement | coûts d'invest. | Tout | tout | trésorerie |
| ENTREPRISES | GE PME | GE PME | GE PME | GE PME | GE PME | GE PME | GE PME | GE PME | PME GE si notification |
| TAUX | 50 à 100% | 50% | 10 M€ | 100% | 1 M€ et 80% + possible | équilibre | 200 K€ par entreprise | 15 M€ plus si notification | 10 M€ ou notification |

Les régimes d'aide exemptés du RGEC hors art 42



| REGIMES D'AIDE DU RGEC | PRODUCTION AGRICOLE | PECHE | IAA | EXPORT | ENTREPRISE DIFFICULTE | tr. Décision recup. d'aide | HARBON | INDUSTRIE | Construction NAVALE | TRANSPORT | Infra ENERGIE | FIBRES SYNTHÉTIQUES |
|---------------------------------|---------------------|-------|-----|--------|-----------------------|-------------------------------|--------|-----------|---------------------|-----------|---------------|------------------------|
| AFR | NON | NON | OUI | NON | NON | NON | NON | NON | NON | NON | NON | NON |
| PME INVESTISSEMENT | NON | NON | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| PME CONSEIL | OUI | NON | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| FINANCEMENT DES RISQUES | OUI | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| JEUNES POUSSÉS | NON | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| ENVIRONNEMENT | OUI | NON | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| RECHERCHE | OUI | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| INNOVATION PME | OUI | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| FORMATION | OUI | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| EMPLOI TRAVAILLEURS DEFAVORISES | OUI | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| TRAVAILLEURS HANDICAPES | OUI | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| CALAMITES NATURELLES | NON | NON | OUI | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| RUP | NON | NON | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| INFRASTRUCTURE HAUT DEBIT | NON | NON | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| CULTURE PATRIMOINE | NON | NON | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| INFRASTRUCTURES SPORTIVES | NON | NON | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| INFRASTRUCTURES LOCALES | NON | NON | OUI | NON | NON | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |

Voir les diaporamas sessions 1

JP BOVE/FCAE

